

## Alain Grandjean: « L’Afrique peut devenir un laboratoire des énergies renouvelables »

Grâce à la baisse des coûts et à l’amélioration des techniques, le photovoltaïque pourrait favoriser l’accès du plus grand nombre à une énergie pas chère dans beaucoup de pays pauvres, estime l’économiste Alain Grandjean, cofondateur du cabinet de conseil Carbone 4 et membre du Comité stratégique de la Fondation Nicolas-Hulot.



AFP

**Un être humain sur six n’a toujours pas accès à l’électricité. Avez-vous le sentiment qu’il y a aujourd’hui une prise de conscience sur l’étendue de ce problème?**

**Alain Grandjean:** La prise de conscience est réelle et les initiatives se multiplient un peu partout. Il y a, par exemple, la Fondation Borloo pour l’électrification de l’Afrique, qui a contribué à médiatiser un peu le sujet. Tout cela commence à entrer dans les esprits. Mais en même temps, avec la crise, on observe des tensions sur les mouvements de solidarité et une crispation sur les égoïsmes.

> **Lire aussi:** [Jean-Louis Borloo, l’homme qui veut apporter l’électricité à l’Afrique](#)

**Qu’est-ce qui permettrait, selon vous, d’aller plus vite?**

**A. G.:** Dans le débat sur la transition énergétique, en France tout au long de l’année 2013, les gens ont beaucoup parlé de décentralisation et ont cherché à se réapproprier les sujets énergétiques, comme l’autoconsommation ou la production d’énergie au plus près de chez soi. Cela démontre à la fois une perte de confiance dans les élites traditionnelles et dans les systèmes classiques très centralisés.

Il se passe la même chose dans beaucoup de pays africains, où il n’existe pas ou peu de réseau électrique et où les grands plans d’électrification ont été, pour la plupart, des échecs. Aujourd’hui, nous assistons à un développement sans

précèdent des petites installations solaires, grâce notamment à la baisse des coûts des panneaux et aux progrès accomplis dans le -stockage à petite échelle. C'est un nouveau modèle de développement, complètement différent du nôtre, qui est en marche.

### **C'est la chance de l'Afrique?**

**A. G.:** Indéniablement. L'Afrique est très adaptée à l'énergie photovoltaïque, qui permet de répondre à des petits besoins dans des habitats isolés, et il ne faut pas gâcher cette chance. L'Afrique peut devenir un laboratoire des énergies renouvelables.

> Lire aussi: [Électricité: l'Afrique veut sa part de lumière](#)

### **Comment trouve-t-on les financements?**

**A. G.:** Il y aura certes des efforts à faire dans l'amélioration des grandes infrastructures, en milieu urbain très dense notamment, mais il faut se concentrer massivement sur les modèles de production décentralisés, pour lesquels les tickets d'investissement ne sont pas énormes. Je crois plus aux petites solutions apportées par des entrepreneurs qu'aux grandes solutions imaginées par des technocrates.

En matière de photovoltaïque, nous ne sommes d'ailleurs pas loin d'arriver à des modèles rentables dans certains pays du Sud. Nous pourrions aller plus vite, en encourageant un peu plus les initiatives des start-up, en développant les projets d'économie solidaire ainsi que le microcrédit. Mais, pour cela, il faut sortir des vieux schémas: ce n'est pas parce que l'on encourage l'initiative privée que l'on renonce à mettre en place des politiques publiques.

### **Qu'est-ce qui manque, alors?**

**A. G.:** Le marché des énergies renouvelables est tellement en train d'exploser au niveau mondial qu'il y a une compétition entre les projets. Naturellement, les entrepreneurs vont se tourner en premier vers les opérations qui sont les plus faciles à monter et ne vont donc pas forcément aller vers les pays africains.

C'est là que les politiques publiques interviennent. Elles doivent servir à mieux flécher les investissements, à les sécuriser, en garantissant, par exemple, les risques de change.

### **Cela veut-il dire qu'il faut changer les politiques d'aide au développement?**

**A. G.:** Dans l'aide que nous pouvons apporter à ces pays, nous devons arrêter cette démarche post-coloniale qui consiste à calquer chez eux des méthodes qui n'ont pas marché chez nous. Les banques de développement ont un rôle central à jouer dans cette transition énergétique et doivent servir naturellement d'intermédiaires. Mais elles doivent veiller aussi à ne pas encourager les projets qui peuvent accélérer le changement climatique.

Il y a aujourd'hui une prise de conscience que ce modèle des Trente Glorieuses, selon lequel plus on consomme d'énergie, plus on est riche, est fini. Avec l'accélération de leur croissance ces dernières années, les pays émergents ont commencé à entrer dans cette logique.

Mais ils sont en train d'en sortir beaucoup plus vite qu'on ne le pense. Regardez ce qui se passe en Chine actuellement. La contestation manifestée par la population qui ne supporte plus cette pollution grandissante contraint les dirigeants à réagir.

